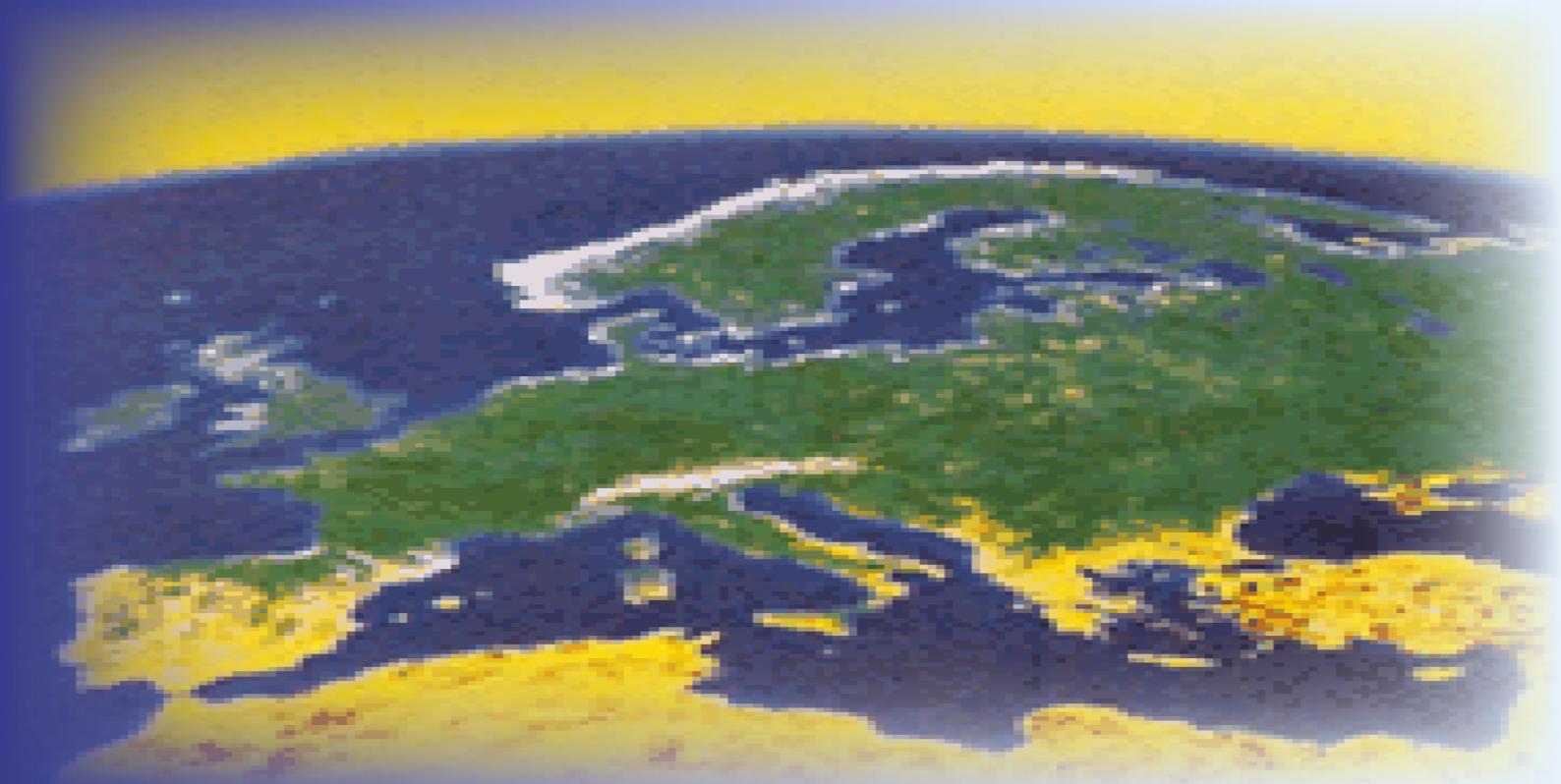


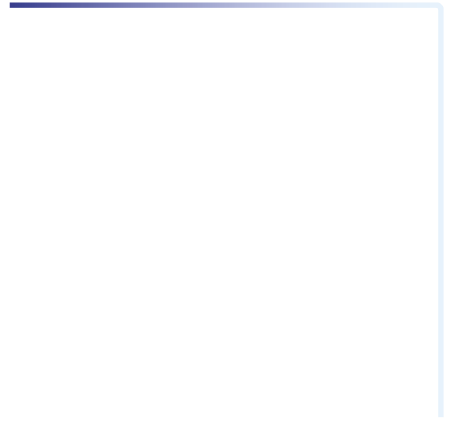


PPE-DE
Groupe du Parti Populaire Européen
(Démocrates Chrétiens) et Démocrates Européens
au Parlement européen

10^{ÈME} ANNIVERSAIRE **DU PROCESSUS DE BARCELONE**

15 novembre 2005





10^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU PROCESSUS DE BARCELONE STRASBOURG, 15 NOVEMBRE 2005



Dix ans après l'adoption de la déclaration de Barcelone en novembre 1995, le Président du Groupe du PPE-DE, **Hans-Gert POETTERING (MdPE, DE)**, se réjouit de cette occasion qui lui est offerte de mettre l'accent sur l'importance du Processus de Barcelone. Le Processus de Barcelone est une initiative unique et ambitieuse qui a permis de jeter les bases d'une nouvelle relation euro-méditerranéenne afin de réaliser un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité par le dialogue, les échanges et une coopération continue.

Le Président Hans-Gert Poettering souligne qu'il est nécessaire de renforcer le Processus de Barcelone en mettant l'accent sur les jeunes. Dans le cadre du dialogue euro-méditerranéen, il convient de leur redonner confiance. Les échanges d'étudiants doivent être encouragés, l'éducation et la formation renforcées afin de leur redonner espoir et leur permettre de se construire un avenir dans leur propre pays. Sans formation adéquate, les jeunes n'ont pas de perspective d'avenir.

Des projets concrets doivent être formulés afin de ren-

forcer et de concrétiser davantage le Processus de Barcelone. La paix doit revenir au Proche-Orient. Le Groupe du PPE-DE souhaite un Etat d'Israël avec des frontières sûres et un Etat palestinien assurant la dignité du peuple palestinien. Le Processus de Barcelone pourrait constituer un forum au sein duquel les Arabes et les Israéliens se retrouveraient ensemble autour d'une table.

Hans-Gert Poettering conclut en formulant tous ses vœux pour que les efforts communs puissent aboutir à une paix durable au Proche-Orient, en Méditerranée et dans le monde entier.

L'Europe a abattu une frontière à l'Est, et il faut à présent que soit établi un pont vers le Sud.

«Le Processus de Barcelone est une initiative unique et ambitieuse qui a permis de jeter les bases d'une nouvelle relation euro-méditerranéenne afin de réaliser un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité»

On a pu dire du Processus de Barcelone qu'il était inédit dans sa formulation, ambitieux dans sa vision et complexe dans sa réalisation, souligne le Président de la Commission européenne, **José Manuel DURÃO BARROSO**. Après 10 ans de fonctionnement, on peut également dire, si on veut bien éviter les raccourcis et les caricatures, que le Processus de Barcelone a à son actif des acquis indiscutables.

Le principal acquis du Processus de Barcelone est qu'il reste le cadre de référence central pour les relations euro-méditerranéennes.

Les partenaires du Sud de la Méditerranée acceptent la Déclaration de Barcelone et ses orientations fondamentales.

Dans leur ensemble, les pays européens veulent voir renforcées leurs relations avec leurs partenaires de toute la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle le Processus de Barcelone s'est vu enrichi par la politique de voisinage, qui précise davantage les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. La politique de voisinage s'appuie sur le Processus de Barcelone tout en lui permettant d'avancer plus vite et plus loin.

Le deuxième acquis du Processus de Barcelone concerne le cadre institutionnel permanent qui a été créé au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires. Il a permis de maintenir un dialogue constant entre les partenaires méditerranéens, même au plus fort de la crise israélo-palestinienne.

Sur le plan bilatéral, les accords d'association ont établi progressivement une zone de libre échange pour les produits industriels, avec des concessions substantielles pour les produits agricoles. Cette zone, déjà achevée avec Israël, entrera en vigueur autour de 2010 pour le Maroc et la Tunisie, et ensuite pour les pays qui ont conclu les accords plus récemment. Ces accords ne se limitent pas à des aspects purement commerciaux : le libre échange ne suffit pas à assurer un développement durable. Ils comportent également des dispositions importantes, permettant de développer des coopérations sectorielles dans des domaines tels que l'industrie, les transports, l'énergie et l'environnement.

La coopération financière permet également de soutenir le développement durable de cette région : 3 milliards d'euros sont dépensés tous les ans dans le cadre du programme MEDA.

«Le principal acquis du Processus de Barcelone est qu'il reste le cadre de référence central pour les relations euro-méditerranéennes»

MEDA joue un rôle majeur comme instrument financier du développement régional et de la coopération sociale dans la région méditerranéenne. Il contribue à des politiques de défense des citoyens dans des secteurs clés comme la santé, l'éducation, la fourniture d'eau et le développement. L'autre ressource financière importante provient des prêts de la Banque Européenne d'Investissement. Depuis le mois d'octobre 2002, la coopération financière et économique de l'Union et des pays partenaires méditerranéens s'est dotée d'un nouvel instrument : la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) qui s'est révélé être un grand succès.

José Manuel Durão Barroso regrette que l'aspect culturel de cette coopération ait été négligé sous prétexte qu'il s'agit d'une «chasse gardée» des Etats membres. Néanmoins, il souligne que la Fondation Anna Lindh pour le dialogue euro-méditerranéen entre les cultures a commencé à travailler pour la coopération culturelle.



José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne et ancien Premier Ministre du Portugal et Hans-Gert Poettering, MdPE, Président du Groupe du PPE-DE au Parlement européen

José Manuel Durão Barroso s'oppose à la critique souvent formulée qui considère que ce partenariat est mené par les gouvernements. C'est erroné, dit-il, car la région méditerranéenne se distingue par la richesse des initiatives qui émanent des ONG sur le terrain. Des milliers

de personnes sont associées quotidiennement dans le développement de cette coopération.

La coopération euro-méditerranéenne est donc, bel et bien, une réalisation qui doit être poursuivie.

José Manuel Durão Barroso et l'ensemble du Collège des Commissaires accordent une importance considérable à ce dialogue et considèrent qu'il est plus important que

jamais. Les problèmes concrets rencontrés au niveau de l'immigration ne sont pas, en effet, des problèmes exclusifs de l'Espagne, de l'Italie ou du Maroc. Il s'agit de problèmes qui affectent l'ensemble de l'Europe. Et il est plus important que jamais de mettre en place dans ce secteur une coopération à partenariat commun.

Pour conclure, José Manuel Durão Barroso considère que le dialogue euro-méditerranéen devrait faire l'objet d'un portefeuille spécifique au sein du collège des Commissaires. Mais, actuellement, Mme Benita Ferrero-Waldner s'occupe du monde entier.

Mme Benita FERRERO-WALDNER, Commissaire européen aux Relations Extérieures, annonce que le prochain Sommet de Barcelone sera non seulement une occasion extrêmement importante de célébrer le dixième anniversaire de ce partenariat, mais également une opportunité pour se tourner vers l'avenir.

Mme Benita Ferrero-Waldner met l'accent sur les points les plus importants de la communication de la Commission établissant ses priorités pour l'après Sommet de Barcelone.

Quatre grandes orientations peuvent être identifiées :

Tout d'abord, la coopération économique. Il s'agit du domaine qui a connu le plus d'avancées.

Le Processus d'Agadir, le Processus «Sud-Sud» est extrêmement important. Une zone de libre-échange est prévue pour 2010, mais beaucoup reste à faire. Le domaine des produits industriels ne doit pas être le seul concerné; il faudrait songer également aux produits agricoles et même aux services afin de créer une réelle dynamique qui permette de renforcer les échanges commerciaux. Ces échanges commerciaux permettront, en effet, de créer des emplois, et les emplois sont des perspectives indispensables pour tous ces pays, et en particulier pour leurs jeunes. La question économique, la question de la croissance et d'un avenir avec plus de libéralisation reste donc la priorité de la Commission.

Le deuxième grand domaine, concerne l'Education. Ce thème est probablement la clé de l'avenir. Mme Benita Ferrero-Waldner souhaite, à cet égard, que le taux d'alphabétisation augmente, et qu'il n'y ait plus d'illettré d'ici 2015.

Elle se prononce également en faveur d'une égalité entre les filles et les garçons en ce qui concerne l'accès à l'enseignement et d'une plus grande accession des femmes au niveau universitaire. Un programme de bourse devrait intervenir à cet effet. Vu la discrimination dont font l'objet les femmes dans ces pays, des mesures réellement proactives sont nécessaires. Il s'agit d'un grand défi à relever afin de pouvoir contribuer réellement au développement de sociétés égales et justes.



José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne; Hans-Gert Poettering, MdPE, Président du Groupe du PPE-DE; Niels Pedersen, Secrétaire général du Groupe du PPE-DE; Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne pour les relations extérieures et la politique européenne de voisinage et Tokia Saïfi, MdPE, (PPE-DE, France), Présidente de la commission politique à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM)

Le troisième thème concerne les réformes : l'Etat de droit, les droits de l'Homme, la démocratisation. En la matière, il s'agit d'accompagner les réformes et les Processus de modernisation qui se déroulent déjà dans beaucoup de pays. Ce message semble bien reçu par tous les pays concernés.

Le monde d'aujourd'hui est un monde nouveau, différent, et la démocratisation est devenue indispensable. C'est d'ailleurs à cet effet, qu'a été conçu un instrument en faveur de la Démocratie et de la gouvernance. Cet instrument permettra d'aider davantage les pays qui avancent sur la voie de la démocratisation.

Le quatrième thème concerne l'immigration.

Il s'agit d'un thème brûlant qui devra être résolu au sein des Etats membres de l'UE, mais également au-delà de leurs frontières.

Pour la partie externe, Mme Benita Ferrero-Waldner indique trois grandes actions à mener :

Tout d'abord, une meilleure gestion des frontières et une

bonne coopération régionale, par exemple entre le Maroc et la Tunisie.

Ensuite, la création d'une politique de voisinage en tant que telle. Sur la base de la plateforme de Barcelone, des programmes de coopération sur mesure prennent déjà en compte les priorités communes. Mais, ajoute Mme Benita Ferrero-Waldner, ce phénomène va, aujourd'hui, bien au-delà des Etats voisins uniquement. En fait, il s'agit de problèmes sub-sahariens qui nécessitent davantage de coordination et de coopération au développement. L'UE est déjà le premier donateur, mais elle devrait peut-être mieux concentrer ses dons, et surtout offrir de réelles perspectives d'avenir aux jeunes.

La troisième orientation doit concerner la lutte contre le trafic et le commerce illégal des immigrés et des êtres humains.

Pour la partie externe, il convient de s'attaquer aux trafiquants. Pour la partie interne, une réflexion devrait être entreprise, au sein des pays européens, afin de concrétiser un certain nombre de mesures en faveur d'une meilleure intégration, de moins de ghettos et d'une plus grande identification des immigrés avec les pays dans lesquelles ils décident de s'établir. Des possibilités doivent être offertes aux jeunes, non seulement en termes d'enseignement mais également en termes d'emploi.

Pour **Lorenzo CESA**, Vice-président du Groupe PPE-DE (MdPE, IT), la signature, il y a 10 ans, de la Déclaration de Barcelone permettait de concrétiser un vieux rêve de l'homme en posant les bases d'un espace méditerranéen. Un rêve de paix, de coopération profitable aux peuples, un rêve de prospérité. Il existe des liens très anciens entre certains pays, et des intérêts communs à des pays qui ont des réalités politiques, religieuses et sociales différentes. C'est dans le respect de ces spécificités que le Processus de Barcelone, dans le cadre d'une dimension régionale renouvelée, a trouvé un nouvel élan cette année.

Lorenzo CESA souligne les efforts faits par les pays concernés pour surmonter les limites du bilatéralisme et se fixer des objectifs plus ambitieux.

La Démocratie n'est pas seulement le choix des gouvernants, c'est d'abord un ensemble de droits civils, fruit

de Processus séculaires auxquels ont concouru des religions et des cultures différentes. Cet ensemble de droits et de libertés n'est qu'un ensemble de traditions et d'expériences où se croisent le dialogue, la comparaison,

«le climat actuel entre les pays partenaires du Processus de Barcelone est un climat de confiance, de compréhension»

la tolérance, le respect de la différence, le respect des autres, et le droit à la critique. La Démocratie en ce sens est certainement une valeur universelle.

La mise en place de l'APEM (Assemblée Parlementaire Euro-méditerranéenne) est le signe tangible de la volonté de diffuser ce message.

Le Processus de Barcelone se fonde sur la coopération dans trois domaines importants: Politique et Sécurité, Economie et Finances, et le secteur socioculturel.

Le défi le plus important concerne sûrement le secteur socioculturel : la promotion des droits de l'Homme, la reconnaissance réciproque, la compréhension et le dialogue entre les cultures.



Mohamed Aziza, Directeur général de l'Observatoire méditerranéen; Lorenzo Cesa, MdPE, (Italie), Vice-président du Groupe du PPE-DE au Parlement européen et Abdelouahab Derbal, Ambassadeur et Chef de la Mission permanente de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Union européenne

L'article 2 des accords d'association représente de ce fait les prémices de la politique euro-méditerranéenne.

Depuis 1995, beaucoup de choses ont été faites dans ce domaine, mais beaucoup reste encore à faire.

Le développement des relations Nord-Sud et Sud-Sud ne peut être qu'un point de départ pour parvenir à un objectif important dans les relations interpersonnelles. Pour réaliser cet objectif, le rôle de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue euro-méditerranéen entre les cultures est fondamental.

Le Groupe du PPE-DE, qui est actif au sein de cette Assemblée parlementaire, a participé à la signature des accords d'association et con-

tinuera à soutenir les pays partenaires.

La paix, le renforcement de la Démocratie, le respect des droits de l'Homme, le dialogue entre les cultures,

le développement économique et social durable, la lutte contre la pauvreté sont les idéaux et les valeurs sur lesquels le Parti Populaire européen, depuis toujours, se fonde dans ses actions. Les objectifs du Processus de Barcelone sont donc les objectifs «naturels» du PPE.

La politique euro-méditerranéenne est une priorité importante pour le Groupe du PPE-DE qui a lancé toute une série de consultations institutionnelles et non institutionnelles entre les pays partenaires pour développer de nouvelles synergies qui devraient contribuer au Processus de Barcelone et à son développement.

A cet égard, et puisque dans le contexte d'un monde mondialisé il est important de se faire connaître, Lorenzo CESA se réjouit d'annoncer que le site web officiel du Groupe du PPE-DE contient à partir d'aujourd'hui, un site consacré à sa politique euro-méditerranéenne; il indique également que le dépliant du Groupe est à présent disponible en langue arabe.

En conclusion, il met l'accent sur le fait que le Groupe du PPE-DE rejette les attitudes trop critiques et désastreuses vis-à-vis du Processus de Barcelone. Le Processus de Barcelone a connu des difficultés évidentes, la Méditerranée étant passée par une phase historique difficile. Mais le climat actuel entre les pays partenaires du Processus de Barcelone est un climat de confiance, de compréhension. Le Processus nécessite un instrument fondamental pour transformer la Méditerranée en un espace commun de paix, de collaboration et de développement.

Lorenzo CESA se montre persuadé que dans les jours à venir à Rabat, Hans-Gert Poettering, Président du Groupe du PPE-DE fournira un apport ultérieur à ce Processus.

Mme Tokia SAÏFI (MdPE, FR), Présidente de la Commission Politique de l'APEM, souligne que la situation, qui prévaut depuis le 11 septembre 2001, place la fracture politique et culturelle euro-méditerranéenne au centre des enjeux stratégiques.

A ce constat, s'ajoute que dans cette zone géographique,

chaque année, 4 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail provoquant une réalité sociale toujours plus instable.

Le troisième point concerne les relations commerciales asymétriques au profit de l'Union européenne, qui bénéficie d'un excédent de 20 milliards d'euros par an sur les pays du Sud de la Méditerranée.



Ces dérives, si elles se prolongent, portent en elles les germes d'une insécurité croissante pour l'ensemble de la zone euro-méditerranéenne. Cette situation n'est pas de l'ordre de la conjoncture mais bel et bien d'une logique structurelle en partie dissimulée par les revenus pétroliers qui masquent les fractures d'une pauvreté grandissante.

En 1995, les Accords de Barcelone ont posé les bases d'un partenariat entre l'ensemble des pays concernés, difficiles à concrétiser compte tenu d'une absence totale de vision commune. Si cette réalité, liée en partie à la pauvreté de l'ordre politique, devait se pérenniser, les pays du Sud auraient peu de chance de sortir du collectivisme et de l'assistanat. Si la situation actuelle ne change pas, elle risque de fragiliser durablement l'Europe sur son plan sud mais également à l'intérieur de ses frontières.

L'histoire a permis aux idéologies collectivistes d'étendre leur influence sur l'ensemble des peuples de la région mais rien n'a été mis en place à ce jour pour diversifier l'ordre politique autour des réformes nécessaires.

«A l'heure où l'islamisme constitue une des principales menaces, et où l'élargissement déplace le centre de gravité de l'Europe vers l'Est, il est urgent de créer un axe PPE- Euro-méditerranéen, qui pourrait avoir un effet moteur dans le développement de la région»

Les organisations gouvernementales et communautaires, à travers les assemblées parlementaires, tentent d'organiser un dialogue constructif. Mais une des raisons qui bloque la construction d'un espace de paix et de prospérité, est la difficulté pour les pays partenaires du sud de la Méditerranée de faire émerger une classe moyenne porteuse de réformes devenues indispensables.



Mohamed Aziza, Directeur général de l'Observatoire méditerranéen; Lorenzo Cesa, MdPE, (Italie), Vice-Président du Groupe du PPE-DE au Parlement européen; Abdelouahab Derbal, Ambassadeur et Chef de la Mission permanente de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Union européenne; José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne; Hans-Gert Poettering MdPE, Président du Groupe du PPE-DE; Niels Pedersen, Secrétaire général du Groupe du PPE-DE et Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne pour les relations extérieures et la politique européenne de voisinage

La responsabilité historique de la droite pourrait être d'aider à promouvoir les réformes qui s'imposent. Le Groupe du PPE-DE pourrait proposer une alternative aux deux seules idéologies qui prospèrent dans la région : le socialisme et l'islamisme. Il s'agit d'un défi majeur pour l'avenir de l'Europe.

La multiplication des rencontres, des coopérations et le rapprochement entre des élites politiques qui partagent une même vision de la zone euro-méditerranéenne de part et d'autre de celle-ci, pourrait se manifester par une forte amplification de la coopération.

Sur le plan économique, les prévisions relatives au projet EUROMED vont permettre en quelques années de doubler le nombre de consommateurs concernés, en passant de 460 millions à 900 millions, soit près de 15% de la population mondiale. Avec les effets d'entraînements directs et indirects, cette zone pourrait passer de 16% de la richesse mondiale à plus de 30% en l'espace de quelques années. Ce projet économique doit absolument être accompagné par un projet politique correspondant, parallèle et cohérent qui permette d'accroître les chances de développement, et donc de paix et de stabilité.

Sur le plan international, et plus particulièrement dans les pays musulmans ne faisant pas partie de la région méditerranéenne, les avantages d'un tel projet pourraient favoriser le développement d'une prise de conscience progressive sur les enjeux actuels, et les aideraient à sortir de l'impasse où ils se trouvent grâce à une diversification de l'ordre politique et par la progression d'une politique réformatrice qui renforcerait le Processus de démocratisa-

tion.

Sur le plan intérieur européen, un élargissement du projet politique du PPE vers la Méditerranée, comme c'est actuellement le cas vers l'Est, pourrait avoir un impact positif auprès des citoyens européens de culture musulmane issus de ces pays. Ils sont estimés aujourd'hui à plus de 20 millions de citoyens et ils pourraient soutenir de façon importante un projet politique euro-méditerranéen.

A l'heure où l'islamisme constitue une des principales menaces, et où l'élargissement déplace le centre de gravité de l'Europe vers l'Est, il est urgent de créer un axe PPE- Euro-méditerranéen, qui pourrait avoir un effet moteur dans le développement de la région.

Le PPE pourrait aider à créer une alternative au socialisme et à l'islamisme, en proposant un modèle politique réformatrice qui tire toute la région euro-méditerranéenne vers le haut. "Car après avoir détruit un mur à l'Est, conclut Mme Tokia SAÏFI, nous devons bâtir un pont vers le Sud".

Selon **S. E. M. Abdelouahab DERBAL**, Ambassadeur et Chef de la Mission Permanente de la Ligue Arabe auprès de l'Union européenne, les Européens et les peuples du pourtour de la méditerranée partagent une communauté de destin. La possibilité d'entamer un dialogue pour se comprendre les uns les autres et vivre ensemble est essentielle pour leur avenir commun.

En fait, plusieurs dialogues reflétant des approches différentes du rapprochement euro-méditerranéen ont déjà été lancés. Ils soulignent la complémentarité et les synergies de ce dialogue.

«La recherche d'une sécurité stable et durable ne peut pas être le seul fruit d'équilibres militaires ou de pouvoirs, mais doit également voir le jour grâce à une volonté collective de tolérance, de pluralisme, d'interaction et de responsabilité partagée»

S. E. M. Abdelouahab DERBAL insiste, néanmoins, sur les différences qui existent entre la Déclaration de Barcelone et les autres initiatives de nature purement politique, ainsi que sur les asymétries qui découlent des agendas différents et des perceptions distinctes des différents acteurs. En tournant son regard vers la décennie passée, S.E. M. Abdelouahab DERBAL considère qu'il convient de reconnaître avec humilité que jusqu'ici les tentatives de création d'un espace commun de sécurité et de coopération n'ont été qu'incomplètes, trop modestes, voire insuffisantes. En dépit des nombreux efforts accomplis, ces tentatives n'ont

pas tenu compte de l'urgence et du caractère prioritaire des actions nécessaires. Jusqu'à présent, le partenariat euro-méditerranéen n'a pas suscité suffisamment d'intérêt et n'a pas produit les résultats escomptés.

Il y a dix ans, l'Union européenne, comptant alors 15 États membres, et les 12 partenaires méditerranéens s'engageaient dans un Processus visant à créer un espace de coopération basé sur la conviction que le libre-échange allait pouvoir promouvoir la stabilité à long terme.

Les réalisations principales de ce partenariat méritent d'être soulignées: un certain progrès a été atteint dans le domaine du dialogue politique et de la sécurité. Mais, selon S. E. M. Abdelouahab DERBAL, il convient de demeurer réalistes: le grand partenariat euro-méditerranéen est encore loin de réaliser les espoirs attendus.

La notion de Sécurité, au cœur du Processus de Barcelone, devrait recevoir une définition plus concrète. Cette notion ne doit pas se limiter uniquement au Processus militaire et politique, mais s'intéresser également à la dimension économique, sociale, culturelle et écologique.

La recherche d'une sécurité stable et durable ne peut pas être le seul fruit d'équilibres militaires ou de pouvoirs, mais doit également voir le jour grâce à une volonté collective de tolérance, de pluralisme, d'interaction et de responsabilité partagée.

Cette volonté collective doit s'enraciner dans les Etats participants pour éliminer les causes profondes des conflits, et pour créer une culture politique qui pourrait résister aux tensions, à la dégradation des relations et aux antagonismes, en promouvant le recours à des méthodes pacifiques pour surmonter les conflits. C'est, selon S. E. M. Abdelouahab DERBAL, ce que le Processus de Barcelone tente de réaliser.

Le prochain Sommet permettra de renouveler ce partenariat en lui donnant cet élan qui lui est nécessaire. Il sera empreint de l'esprit de l'appel à l'alliance des civilisations, un esprit fondé sur la nécessité de la diversité culturelle et d'un échange multilatéral, multiforme entre les sociétés et les individus, un esprit d'humilité, un esprit de clairvoyance pour éliminer l'ignorance, un esprit de respect mutuel requérant des consultations avec la société civile, un esprit d'ouverture également. Cela, sans aucun doute, permettra de renforcer la résistance aux menaces qui pèsent sur les libertés et les droits individuels, de sorte que toutes les convictions, toutes les opinions, toutes les religions puissent coexister.

Certains pensent que les peuples qui se distinguent les uns des autres sur le plan éthique, linguistique ou sur le plan religieux, sont incapables de partager des valeurs communes et universelles. S. E. M. Abdelouahab DERBAL n'est pas du tout d'accord avec cette façon de voir: la sécurité interne ou la sécurité des Etats doit être fondée sur des va-

leurs communes de dignité qui doivent être garantie à tout être humain. Les relations internationales doivent être fondées sur le renoncement à la force et sur la compréhension. Tout en respectant la diversité culturelle entre les peuples et les diversités religieuses, le dialogue doit et peut être davantage développé.

A l'occasion de ce dixième anniversaire du Processus de Barcelone, **Mohammed Aziza**, Directeur Général de l'Observatoire Méditerranéen, rappelle que 10 ans, c'est à la fois beaucoup au regard de l'impatience individuelle et peu au regard du temps politique. C'est pourquoi il lui paraît important de travailler de concert pour que le prochain Sommet ne soit pas seulement une commémoration mais un nouveau départ pour Barcelone II.

Dans cet objectif, il est nécessaire de dépasser les réalisations actuelles du Processus de Barcelone afin de passer de la notion de coopération à celle de partenariat et d'entamer une nouvelle démarche vers une étape qui pourrait s'appeler 'Co-développement'.

Pour ce faire il conviendra de répondre à de nouveaux défis politiques, économiques, sociaux et culturels.

La première réponse devra faire de l'espace euro-méditerranéen un «pont» qui accepte la diversité culturelle et non pas un mur qui sépare et aggrave les fractures en éloignant les pays, et même à l'intérieur de certains pays, en éloignant et divisant les groupes sociaux.

La deuxième réponse devra porter sur la façon de dépasser le double choc de la modernité sur le plan sociologique, politique et culturel et celui de la globalisation sur le plan économique et social. Ce débat est capitale, la modernité et la globalisation faisant naître des crises identitaires.

La troisième réponse doit déterminer si l'on s'engage vers un choc des civilisations ou bien vers un dialogue des cultures. Selon Mohammed Aziza, la notion de choc des civilisations paraît en partie reposer sur un abus de langage. Ce qui est en cause, souligne-t-il, est plus un choc des extrêmes, qu'un choc des civilisations.

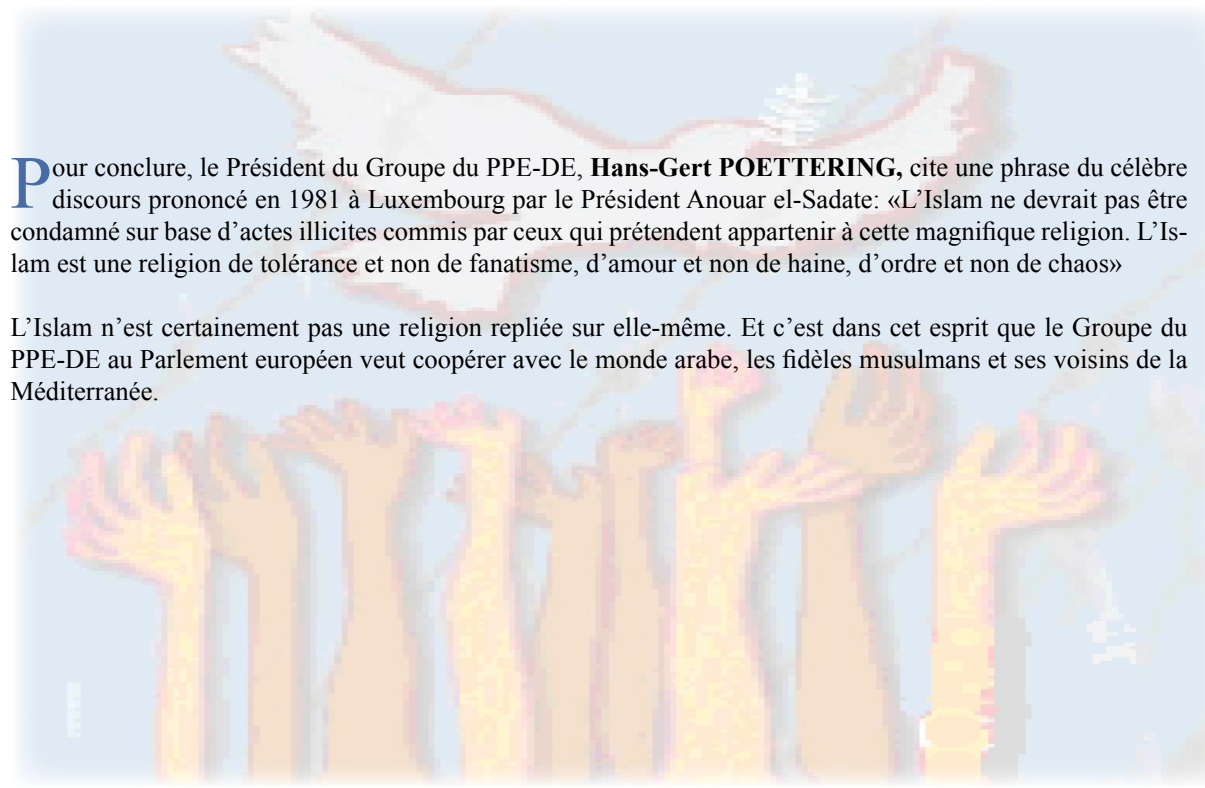
L'Islam, explique-t-il, est comme un iceberg; n'est visible que la petite partie «éruptive», la plus grande partie qui concerne l'Islam de la réforme reste immergé sous les flots. C'est la raison pour laquelle Mohammed Aziza préconise la création d'un cycle pour faire connaître les nouveaux penseurs de l'Islam et les efforts qu'ils entreprennent pour donner une vision plus moderniste et juste de leur message.

Mohammed Aziza suggère la mise en place de projets concrets comme le lancement d'un Parlement euro-méditerranéen qui serait constitué de jeunes de 14-15 ans en provenance de l'ensemble des pays méditerranéens et l'ensemble des pays européens, et qui se réuniraient pendant

deux jours dans une capitale, présidé en alternance par le Président du Sénat et par le Président de la chambre. Ce Parlement euro-méditerranéen permettrait à des jeunes de pratiquer au moins deux fois par ans l'exercice démocratique en jouant réellement le rôle de parlementaire, en défendant d'une manière contradictoire des dossiers particuliers, en s'interpellant et en votant .

L'Observatoire Méditerranéen suggère également le lancement d'une université d'été euro-méditerranéenne qui se réunirait une fois par an et qui convoquerait des

penseurs des deux rives pour s'attaquer à des problèmes concernant les deux rives de la Méditerranée.



Pour conclure, le Président du Groupe du PPE-DE, **Hans-Gert POETTERING**, cite une phrase du célèbre discours prononcé en 1981 à Luxembourg par le Président Anouar el-Sadate: «L'Islam ne devrait pas être condamné sur base d'actes illicites commis par ceux qui prétendent appartenir à cette magnifique religion. L'Islam est une religion de tolérance et non de fanatisme, d'amour et non de haine, d'ordre et non de chaos»

L'Islam n'est certainement pas une religion repliée sur elle-même. Et c'est dans cet esprit que le Groupe du PPE-DE au Parlement européen veut coopérer avec le monde arabe, les fidèles musulmans et ses voisins de la Méditerranée.

Publication du : Groupe du PPE-DE au Parlement européen

Responsable : Christine Detourbet
Service Documentation - Publications - Recherche

Collaboration : Véronique De Jonghe
Barbara Sledsens

Photos : Service de Presse du Groupe du PPE-DE et Internet

Adresse: Parlement européen
47-53 rue Wiertz
B - 1047 BRUXELLES
Belgique

Internet: <http://www.epp-ed.org>

E-mail: epp-ed@europarl.eu.int



PPE-DE

PPE-DE
Groupe du Parti Populaire Européen
(Démocrates Chrétiens) et Démocrates Européens